

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS46/21  
21 juin 2000

(00-2522)

Original: anglais

## BRÉSIL – PROGRAMME DE FINANCEMENT DES EXPORTATIONS POUR LES AÉRONEFS

### Communication du Canada

La communication ci-après, datée du 16 juin 2000, adressée par la Mission permanente du Canada à la Mission permanente du Brésil et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande du Canada.

Nous avons reçu la note du Secrétariat du 13 juin 2000 concernant l'affaire Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs. Recours à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.11 de l'Accord SMC. Constitution de l'arbitre (WT/DS46/19).

Le premier paragraphe de cette note indique ce qui suit:

"À sa réunion du 22 mai 2000, l'Organe de règlement des différends (ORD) est convenu que la question soulevée par le Brésil dans le document WT/DS46/18 serait soumise à arbitrage conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.11 de l'Accord SMC."

Le document WT/DS46/18 contient le texte de la communication du Brésil datée du 7 juin 2000, qui a été distribuée aux Membres le 9 juin 2000.

À sa réunion du 22 mai, l'ORD n'a donc pas pu convenir de soumettre à arbitrage la question soulevée par le Brésil dans le document WT/DS46/18, puisque ce document porte une date ultérieure à celle de la réunion de l'ORD. En outre, le document WT/DS46/18 contient une nouvelle allégation du Brésil se rapportant à l'article 22:3 du Mémoire d'accord, allégation que ce pays n'a pas soulevée à la réunion de l'ORD du 22 mai.

Le 9 juin, le Canada a écrit aux arbitres pour leur faire part de sa préoccupation au sujet de la communication du 7 juin du Brésil qui tentait de modifier la portée de l'arbitrage plus de deux semaines après l'établissement de la procédure d'arbitrage, une semaine après la tenue de la réunion d'organisation de l'arbitrage et après la réception du document canadien sur la méthode utilisée. Cela pose, à notre sens, un grave problème du point de vue de la régularité de la procédure. Nous avons demandé aux arbitres de confirmer que la nouvelle allégation du Brésil se rapportant à l'article 22:3 du Mémoire d'accord n'entraîne pas dans le cadre de l'arbitrage.

Les arbitres doivent encore se prononcer sur ce point. Nous devons donc exprimer la profonde inquiétude que suscite pour nous la note du Secrétariat, qui semble préjuger de la décision des arbitres sur la portée de l'arbitrage.

En conséquence, nous vous demandons de prier le Secrétariat de publier un corrigendum à sa note, indiquant clairement qu'à la réunion du 22 mai l'ORD n'a pas soumis à arbitrage la question soulevée par le Brésil dans le document WT/DS46/18. L'ORD est seulement convenu de soumettre à arbitrage la question soulevée par le Brésil dans son intervention orale du 22 mai.

---